

Tableau de bord

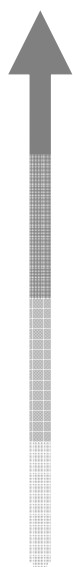
20 décisions fondamentales...

13 en cours de mise en œuvre
7 en attente

316 décisions...

100 en cours de mise en œuvre
216 en attente

Signalétique



=

Décision en cours de mise en œuvre,
dans un esprit conforme au rapport



=

Décision en cours de mise en œuvre,
de manière partielle au vu du rapport



=

Concertation en cours



=

Décision non encore abordée/écartée

Les 316 décisions

Décision 1

Augmenter le nombre d'éducatrices de crèche et d'assistantes maternelles, et mieux les former



- ▶ Nicolas Sarkozy a annoncé la création d'un Haut Conseil de la famille avant fin mars.
- ▶ Un projet de loi sur la garde d'enfants en bas âge est prévu pour 2009. Il pourrait inclure un droit opposable à la garde d'enfants, et encourager le développement des crèches en entreprise.
- ▶ L'éducation de la petite enfance reste à être abordée.

Décision 2

Ajouter dans le « socle commun » du primaire le travail de groupe, l'anglais, l'informatique et l'économie



- ▶ Le 20 février, Xavier Darcos présentait les nouveaux programmes du primaire, prévus pour la rentrée 2008.
- ▶ Ils prévoient :
 - un recentrage autour du français et des mathématiques
 - plus d'enseignement sportif (pour l'éveil au groupe)
 - l'apprentissage d'une langue vivante à partir du CP
 - une initiation à l'informatique à partir du CE2

Décision 3

Prendre les moyens pour éviter les redoublements dans l'enseignement primaire



- ▶ En attente.

Décision 4

Accorder plus d'autonomie aux établissements primaires et secondaires



- ▶ Une étude de 2007 de la Commission européenne montre que la France « *fait partie des rares pays où l'évaluation des établissements scolaires n'est pas développée* ».
- ▶ Suite à ce rapport, Xavier Darcos a annoncé qu'il entendait accroître la marge de manœuvre des établissements.

Décision 5

Evaluer les professeurs sur leur capacité à faire progresser tous les élèves



- ▶ Xavier Darcos prévoit d'évaluer les enseignants tous les 2 ans (au lieu de 4 aujourd'hui), non pas sur leur méthode pédagogique, mais sur la façon dont ils auront fait progresser leurs élèves.
- ▶ Le nombre d'inspecteurs va être augmenté de 50%.
- ▶ Le projet de réforme est soumis à concertation jusqu'à mai.

Décision 6

Permettre aux parents de choisir librement le lieu de scolarisation de leurs enfants



- ▶ La suppression progressive de la carte scolaire est en cours depuis le printemps 2007, pour les collèges et lycées.
- ▶ Celle-ci a déjà été assouplie à la rentrée 2007.
- ▶ Un assouplissement supplémentaire est prévu pour la rentrée 2008 : une circulaire a été envoyée le 7 avril aux recteurs d'académies pour en préciser les modalités.

Décision 7

Refonder l'information sur l'orientation sur les carrières et prendre davantage en compte les aptitudes non académiques



- ▶ L'accord conclu le 11 janvier entre les partenaires sociaux préconise :
 - plus d'information sur les débouchés des filières
 - plus d'interventions de professionnels dans les établissements scolaires
- ▶ La question n'a pas encore fait l'objet d'une action au niveau gouvernemental.

Décision 8

Développer les stages en entreprises



- ▶ En attente.

Décision 9

Lancer des concours d'innovation



- ▶ En attente.

Décision 10

Mettre en place au collège un service civique hebdomadaire



- ▶ En attente.

Décision 11

Donner progressivement aux étudiants de licence à l'université un encadrement équivalent à celui des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles



- ▶ Valérie Pécresse a dévoilé le 20 février dernier un plan « Réussir en licence ».
- ▶ Il prévoit de développer l'orientation et l'accompagnement des étudiants dans leurs projets d'études et d'insertion.
- ▶ Les universités devaient présenter pour le 1^{er} mars leurs projets sur la nouvelle licence mise en place à la rentrée.

Décision 12

Généraliser l'année de stage validée au cours du cursus universitaire de master



- ▶ En attente.

Décision 13

Renforcer les formations en alternance



- ▶ Xavier Darcos envisage de mettre en place pour la rentrée 2008 un « dispositif d'initiation aux métiers de l'alternance » (Dima).
- ▶ Le texte devrait être ratifié d'ici juin par le Parlement.
- ▶ Ce dispositif serait destiné aux plus de 16 ans.

Décision 14

Favoriser le retour à l'université après et pendant une expérience professionnelle



- ▶ Le 4 avril, à l'occasion du 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques (CMPP), le gouvernement a annoncé vouloir développer dans les universités la formation professionnelle continue.

Décision 15

Mieux organiser avec les entreprises de la région des bourses d'emploi et de stages



- ▶ En attente.

Décision 16

Inciter les universités à organiser des cours du soir et permettre un assouplissement des règles d'étalement des études sur une plus longue période



- ▶ Le 4 avril, à l'occasion du 2nd CMPP, le gouvernement a annoncé vouloir développer dans les universités la formation continue et les sessions d'été, de manière à générer des ressources complémentaires pour les établissements.
- ▶ Pour cela, une ouverture des universités sur toute l'année civile est envisagée.

Décision 17

Donner aux étudiants salariés un crédit d'ECTS pour l'obtention de la licence, qui serait d'autant plus élevé que l'emploi est lié au cursus



► En attente.

Décision 18

Exclure une partie des revenus tirés d'un emploi dans le calcul d'éligibilité pour les bourses de l'enseignement supérieur et les allocations logement



► En attente.

Décision 19

Renforcer l'autonomie des universités



► En attente.

Décision 20

Renforcer l'évaluation de la performance de chaque établissement d'enseignement supérieur



► En attente.

Décision 21

Augmenter les moyens alloués à l'enseignement supérieur, afin d'accompagner les décisions précédentes



- Annoncée fin 2007, la cession pour 5,5 milliards d'euros d'une partie du capital d'EDF doit servir au financement de l'enseignement supérieur.
- Le 4 avril, Valérie Pécresse a promis aux présidents d'université une dotation de 250.000 € supplémentaires pour chaque université devenant autonome d'ici 2009.

Décision 22

Développer les financements privés



► En attente.

Décision 23

Institutionnaliser des « Universités des métiers »



► En attente.

Décision 24

Distinguer 10 pôles universitaires de taille mondiale alliant pluridisciplinarité et excellence



- Le 6 février, Valérie Pécresse annonçait le coup d'envoi d' «Opération campus».
- L'objectif est de créer 10 pôles universitaires de prestige.
- Le projet sera financé via la cession d'une partie du capital d'EDF (5 milliards), ainsi qu'à travers des PPP.
- Les universités ont jusqu'à fin avril pour remettre leur dossier. Les 1^{ers} projets pourraient être lancés début 2009.

Décision 25

Proposer, lors de la présidence française de l'UE, d'instaurer un classement annuel des universités européennes.



► En attente.

Décision 26

Développer les cursus en langues étrangères.



► En attente.

Décision 27

Améliorer l'accueil des étudiants, des enseignants et des chercheurs étrangers tout en revoyant la politique de visas les concernant



► En attente.

Décision 28

Ouvrir davantage l'enseignement supérieur sur le monde



► En attente.

Décision 29

Financer davantage la recherche publique sur projet et à la performance



- ▶ Nicolas Sarkozy a annoncé une grande réforme de la recherche publique lors d'un discours le 28 janvier.
- ▶ Le 29 février, Valérie Pécresse a envoyé au CNRS et à l'Inserm les lettres de mission pour mener la réforme.
- ▶ Le 4 avril, la RGPP a annoncé la clarification du rôle respectif des différents acteurs (CNRS et ANR notamment)
- ▶ Il a également annoncé une recherche publique davantage financée sur projet et à la performance.

Décision 30

Réformer le statut de l'enseignant-chercheur



- ▶ Valérie Pécresse demande également de trouver les moyens de « *favoriser une plus grande fluidité entre les corps de chercheurs et d'enseignants-chercheurs* ».
- ▶ Un plan stratégique doit être signé avant juillet.
- ▶ Un contrat d'objectif quadriennal entre l'Etat et le CNRS doit être conclu d'ici fin 2008.

Décision 31

Aider la recherche publique à davantage valoriser et appliquer ses découvertes



- ▶ En attente.

Décision 32

Développer la recherche privée



- ▶ En attente.

Décision 33

Créer une Agence de service aux petites entreprises de moins de 20 salariés



- ▶ En attente.

Décision 34

Instaurer au sein de l'Agence de service aux TPE un guichet unique en ligne pour la création d'entreprise



- ▶ En attente.

Décision 35

Faciliter l'accès des TPE au conseil et au financement



► En attente.

Décision 36

Faciliter l'accès des PME aux marchés publics



- La future loi de modernisation de l'économie prévoira un traitement préférentiel dans la commande publique pour les PME innovantes.
- La définition de ces PME innovantes sera élargie, le critère de R&D passant de 15% à 10% pour les entreprises industrielles.

Décision 37

Mettre en place une représentation unique dans toutes les PME de moins de 250 salariés



- La prochaine loi de modernisation de l'économie mettrait en place le gel des conséquences financières du passage des seuils de 10 et 50 salariés.
- Par ailleurs, les partenaires sociaux ont adopté le 10 avril une position commune sur la représentativité, qui prévoit de rendre possible la négociation d'accords collectifs avec les représentants du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégué syndical.

Décision 38

Imposer, si possible par la loi, le paiement aux PME sous 30 jours à compter de la date de livraison



- La future loi de modernisation économique prévoit :
 - de ramener les délais à 60 jours – ou 45 jours en fin de mois - à partir de la date d'émission de la facture
 - de doubler les pénalités de retard, qui passeraient à 3 fois le taux d'intérêt légal (de 3,99% en 2008)

Décision 39

Réduire le délai de remboursement de la TVA aux PME à 10 jours



► En attente.

Décision 40

Faciliter l'accès des PME à Alternext



► En attente.

Décision 41

Attirer les financements des fonds et des banques vers les PME



- La future loi de modernisation de l'économie étendrait la réduction d'impôt au titre des emprunts à ceux qui reprendraient au moins 25% d'une société.
- Les sociétés de capitaux créées depuis moins de 5 ans pourront choisir le régime fiscal des sociétés de personne.
- Un nouveau cadre juridique est prévu pour les fonds communs de placement à risque, et les fonds d'investissement de proximité bénéficieront d'un régime assoupli.

Décision 42

Rassembler les fonds actuels d'OSEO et France Investissement dans une structure unique de rehaussement



- En attente.

Décision 43

Rééquilibrer le traitement entre créanciers privés



- La future loi de modernisation économique prévoit :
 - de renforcer l'attractivité de la procédure de sauvegarde (assouplissement des conditions d'ouverture de la sauvegarde, etc.)
 - d'aménager à la marge la conciliation
 - de simplifier la procédure de liquidation judiciaire

Décision 44

Renforcer le programme « Passerelle », qui facilite les transactions entre grandes entreprises et PME



- En attente.

Décision 45

Demander aux grandes entreprises de publier annuellement la part de leurs achats réalisés auprès des PME



- En attente.

Décision 46

Simplifier les débuts d'une entreprise



- La future loi de modernisation de l'économie prévoit d'étendre la protection du patrimoine de l'entrepreneur individuel à l'égard des créanciers à tous ses biens fonciers.
- Par ailleurs, les personnes exerçant une « *activité indépendante accessoire* » (retraité, salarié) seraient exemptes d'immatriculation au registre du commerce en dessous d'un certain seuil de CA, à définir par décret.

Décision 47

Simplifier la comptabilité des PME



- La future loi de modernisation de l'économie, outre les dispositions décrites dans la décision 46, prévoit de supprimer le régime d'autorisation administrative pour la transformation des locaux d'habitation en locaux commerciaux.

Décision 48

Soumettre les TPE à un régime social et fiscale spécifique



- La prochaine loi de modernisation de l'économie doit prévoir la forfaitisation des charges fiscales et sociales pour les entreprises individuelles.
- Les taux seraient fixés à 13% du chiffre d'affaires pour le commerce, et à 23% pour les services.
- Le paiement pourra être mensuel ou trimestriel, au choix de l'entrepreneur

Décision 49

Garantir une couverture numérique optimale en 2011



- L'ARCEP a autorisé fin février les opérateurs mobiles à utiliser les fréquences GSM 900 pour déployer l'UMTS.
- Mi-mars a été annoncé le lancement du premier téléphone mobile avec récepteur TNT, en attendant la TMP.
- Les émetteurs numériques pour la TV HD vont remplacer les émetteurs analogiques Secam d'avril 2008 à nov. 2011.
- Reste le Wimax, expérimenté notamment dans l'Aveyron.

Décision 50

Réaliser l'accès pour tous au Très Haut Débit en 2016



- Le 13 février, Christine Lagarde et Hervé Novelli ont lancé un plan « Très Haut Débit », destiné à être intégré à la loi de modernisation économique.
- Selon les premiers éléments, ce plan prévoit notamment :
 - de favoriser le développement concurrentiel de la fibre optique
 - de mutualiser les charges de génie civil
 - de renforcer la R&D dans le domaine

Décision 51

Faciliter l'accès de tous au réseau numérique



- En attente.

Décision 52

Répartir équitablement le dividende numérique



- La future loi de modernisation de l'économie introduit la possibilité d'attribuer les fréquences délivrées par l'ARCEP à travers une procédure d'enchères.

Décision 53

Renforcer les garanties européennes en matière de sécurité et de confiance du numérique



► En attente.

Décision 54

Renforcer les garanties et les normes nationales



► En attente.

Décision 55

Veiller à l'indépendance de l'opérateur gérant le RFID



► En attente.

Décision 56

Faciliter et sécuriser l'usage de la signature électronique



► En attente.

Décision 57

Faire verser une contribution aux fournisseurs d'accès internet



► En attente.

Décision 58

Promouvoir la concurrence entre logiciels propriétaires et logiciels libres



► En attente.

Décision 59

Rendre possible dans les faits la liberté de production et d'embauche dans les imprimeries des quotidiens



► En attente.

Décision 60

Renforcer par redéploiement les ressources consacrées au contenu, en les prélevant sur la redevance et sur les recettes publicitaires



► En attente.

Décision 61

Réaménager équitablement les conditions d'octroi de la 4^{ème} licence à un nouvel entrant



- Après une réunion interministérielle le 10 avril, Eric Besson a annoncé que les nouvelles fréquences numériques seront mises aux enchères par bloc, de manière à ne pas exclure l'arrivée d'un 4^{ème} opérateur. Les Opérateurs Mobiles Virtuels (MVNO) feront l'objet d'une attention particulière.
- Un projet plus détaillé doit être présenté d'ici mai.

Décision 62

Utiliser la présidence française de l'UE pour proposer un grand programme de développement du numérique



- Le gouvernement a fixé les priorités suivantes pour la présidence de l'UE : l'énergie, le climat et l'immigration.
- Pour le moment, le numérique n'est donc pas à l'ordre du jour.

Décision 63

Créer un poste de Haut commissaire au développement numérique



- Le 18 mars, Eric Besson a été nommé Secrétaire d'Etat chargé de l'économie numérique, poste pour lequel il sera directement rattaché auprès du Premier ministre.
- Il conservera ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques.

Décision 64

Coordonner l'ARCEP et le CSA



► En attente.

Décision 65

Réorienter massivement la recherche publique et privée vers les nanotechnologies



► En attente.

Décision 66

Développer massivement la prévention dans la santé



► Mi-avril, Laurence Parisot a annoncé vouloir lancer un audit de la médecine du travail, pour laquelle le MEDEF cotise à hauteur de 1Md €.

Décision 67

Mettre en place un environnement réglementaire stable



► En attente.

Décision 68

Développer la recherche et les essais cliniques



► En attente.

Décision 69

Accroître la compétitivité des entreprises de biotechnologies



► En attente.

Décision 70

Développer la recherche sanitaire et pharmaceutique



► En attente.

Décision 71

Améliorer la formation des médecins et mieux répartir leur installation sur le territoire



- En préparation d'un projet de loi prévu pour l'été, des « états généraux de l'organisation de la santé » ont été lancés début février.
- Pour inciter les médecins à s'installer dans les zones les moins dotées, il est notamment envisagé de mettre en place des guichets uniques d'aide à l'installation, de garantir un niveau de ressources minimum, ou de négocier par contrat des aménagements d'activités.

Décision 72

Rationaliser les actes médicaux et développer l'hospitalisation à domicile



- En attente.

Décision 73

Développer les maisons médicales



- Parmi les mesures devant inciter les médecins à mieux se répartir sur le territoire, Roselyne Bachelot a annoncé le 8 février envisager le développement de maisons pluridisciplinaires de santé.
- Un projet de loi est prévu pour l'été.

Décision 74

Satisfaire les nouveaux marchés de la dépendance



- Le programme du candidat Nicolas Sarkozy prévoyait la création d'une 5^{ème} branche de la Sécurité sociale pour la dépendance.
- Le gouvernement doit dévoiler ses premières pistes de financement d'ici mai, pour un dispositif censé fonctionner dès 2009.

Décision 75

Organiser l'externalisation des services périphériques à l'offre de soins



- En attente.

Décision 76

Développer l'offre d'accueil de client étrangers



- En attente.

Décision 77

Financer la recherche privée et publique afin d'associer les neurosciences, le numérique et la psychologie dans des pôles de compétitivité



► En attente.

Décision 78

Créer de nouveaux cursus universitaires afin de fédérer des disciplines encore éparpillées (médecine, mathématiques, neuroimagerie, bionique...)



► En attente.

Décision 79

Développer l'industrie éolienne



► Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 1 milliard d'euros supplémentaires de crédits budgétaires pour la recherche sur le développement durable, principalement l'énergie.

Décision 80

Développer l'énergie solaire



- Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait prévoir la création d'un fonds pour soutenir la production de chaleur d'origine renouvelable.
- Doté de 177M € en 2009, il sera progressivement porté à 499M € en 2013.
- Le texte pourrait être présenté en Conseil des ministres dès la mi-mai.

Décision 81

Renforcer considérablement le programme de recherche sur le stockage de l'électricité pour les véhicules propres individuels et collectifs



► Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 1 milliard d'euros supplémentaires de crédits budgétaires pour la recherche sur le développement durable, principalement l'énergie.

Décision 82

Développer le recours à la biomasse



► Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 1 milliard d'euros supplémentaires de crédits budgétaires pour la recherche sur le développement durable, principalement l'énergie.

Décision 83

Promouvoir une filière hydrogène



- Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 1 milliard d'euros supplémentaires de crédits budgétaires pour la recherche sur le développement durable, principalement l'énergie.

Décision 84

Développer la R&D sur le stockage et le captage de CO₂



- Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 1 milliard d'euros supplémentaires de crédits budgétaires pour la recherche sur le développement durable, principalement l'énergie.

Décision 85

Maintenir le rôle du nucléaire et le rythme de construction des centrales



- En attente.

Décision 86

Maintenir le rôle de l'Etat dans le nucléaire



- En attente.

Décision 87

Sécuriser l'approvisionnement des ressources minières



- En attente.

Décision 88

Développer une politique européenne de l'énergie



- Le gouvernement a annoncé ses priorités pour la présidence de l'UE : parmi celles-ci, doter l'Union d'une politique commune de l'énergie.

Décision 89

Développer massivement les recherches en matière d'OGM pour évaluer leur innocuité



► En attente.

Décision 90

Doter les instances européennes et nationales d'homologation des moyens nécessaires pour les rendre incontestables



- Un projet de loi, adopté le 9 avril par l'Assemblée Nationale, prévoit la création d'un « Haut Conseil des Biotechnologies ».
- Sa mission sera d'informer le gouvernement sur les questions relatives aux OGM et de formuler des avis ou recommandations en matière de santé publique.
- Toute exploitation d'OGM sera soumise à agrément après avis de ce Haut Conseil.

Décision 91

Construire d'ici 2012 dix Ecopolis, villes ou quartiers d'au moins 50.000 hab. intégrant technologies vertes et de communication



- Des collectivités locales ont déjà manifesté leur souhait de créer des écoquartiers, notamment Meaux, Issy-les-Moulineaux, Le Creusot, Narbonne, Lille, Lyon et Rouen.
- Le nouveau Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, a appelé le 27 mars à l'installation d'une Ecopolis à Saint-Paul, dans le nord-ouest de la Réunion.
- Un appel sera lancé en 2008 pour trouver 10/15 agglomérations prêtes à lancer un vaste projet énergétique.

Décision 92

Orienter la fiscalité vers la protection de l'environnement



- L'avant-projet de loi de mise en œuvre du Grenelle de l'environnement prévoit de mettre à l'étude une taxe sur la consommation d'énergie, « *strictement* » compensée par une réduction des prélèvements obligatoires.
- Le gouvernement doit présenter au Parlement une analyse de l'opportunité et des modalités techniques de cette « *contribution* », dans le cadre du PLF

Décision 93

Imposer l'achat exclusif par les administrations publiques de véhicules hybrides et électriques, en attendant le tout-électrique, à compter du 1^{er} janvier 2009



- En 2007, le Grand Lyon a lancé un projet dans ce sens avec 5 autres communautés urbaines (Lille, Nancy, Strasbourg, Bordeaux et Le Creusot).
- Un appel d'offres a été lancé fin février 2008.
- Lyon renouvellera 20% de sa flotte.
- L'attribution du marché est prévu en octobre 2008, pour livraison entre septembre et décembre 2009.

Décision 94

Imposer des normes de sobriété énergétique pour les équipements informatiques, qui doivent réduire leur consommation de 50 % d'ici 2015



► En attente.

Décision 95

Imposer pour chaque achat public les meilleures techniques disponibles en matière d'efficacité énergétique



- ▶ Selon Les Echos, le projet de loi mettant en œuvre le Grenelle de l'environnement devrait dégager 100M € à partir de 2009 pour aider les administrations à adopter des comportements responsables.

Décision 96

Instaurer un droit d'option permettant de choisir, opération par opération, le mécanisme de TVA (assujettissement / déductibilité)



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit :
 - d'habiliter le gouvernement de moderniser les régimes juridiques de l'appel public à l'épargne et des émetteurs de produits financiers, pour les rapprocher des standards internationaux
 - de doter la place financière de Paris d'une nouvelle autorité chargée de définir les normes de comptabilité privée

Décision 97

Harmoniser les réglementations financières et boursières avec celles britanniques afin de ne pas handicaper les acteurs français



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit de rapprocher le régime juridique français des standards internationaux, en matière d'appel public à l'épargne, d'OPCVM, à la commercialisation d'instruments financiers, aux produits d'assurance, etc.

Décision 98

Regrouper la Commission bancaire et l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles avec la mission de promouvoir la place financière de Paris



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit de doter la place financière de Paris d'une nouvelle autorité chargée de définir les normes de comptabilité privée avec la réforme de du Conseil national de la comptabilité.

Décision 99

Améliorer les conditions d'accueil des étrangers hautement qualifiés



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit d'améliorer le régime des impatriés en en l'ouvrant au recrutement direct de salariés à l'étranger pendant les 5 premières années de leur séjour en France.
- ▶ Les impatriés seront exonérés de l'impôt sur le revenu à raison de 50 % de leurs « revenus passifs » (dividendes, intérêts et redevances).

Décision 100

Développer massivement l'enseignement de l'anglais professionnel afin de faciliter l'émergence d'activités financières internationales



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie devrait prévoir un volet entier sur le renforcement de la place financière de Paris.

Décision 101

Multiplier les initiatives communes entre les enseignements supérieurs et les institutions financières pour financer des chaires dédiées à la modélisation



- La prochaine loi de modernisation de l'économie devrait prévoir un volet entier sur le renforcement de la place financière de Paris.

Décision 102

Doter la place de Paris d'un indicateur d'attractivité publié trimestriellement



- La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit d'habiliter le gouvernement à moderniser le régime juridique de la place financière de Paris, pour la rapprocher des standards internationaux.

Décision 103

Modifier la composition des différents régulateurs afin que les champions de la finance puissent s'y exprimer



- La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit d'habiliter le gouvernement à moderniser le régime juridique de la place financière de Paris, pour la rapprocher des standards internationaux.

Décision 104

Développer le *low cost* aérien



- Une aéroport *low cost* va être ouverte à Bordeaux d'ici fin 2009.

Décision 105

Faire de Roissy-CDG le premier aéroport européen



- En attente.

Décision 106

Se doter de 3 ports de taille européenne, Le Havre, Marseille et Nantes



- Un projet de loi pour la réforme des ports a été examiné en Conseil des ministres le 23 avril.
- Le texte prévoit notamment de privatiser les outillages et les personnels de manutention, et de transférer la propriété des voies ferrées du Réseau Français de France aux ports autonomes.
- Des grèves ont été annoncées à Marseille, au Havre et à Nantes.

Décision 107

Adapter l'offre aux besoins des touristes



► En attente.

Décision 108

Augmenter le budget privé consacré à la promotion de la France à l'étranger



► En attente.

Décision 109

Harmoniser la classification française des hôtels avec celle internationale, et inciter à une classification européenne



► En attente.

Décision 110

Développer l'écotourisme



► En attente.

Décision 111

Favoriser la consommation touristique dans les villes



► En attente.

Décision 112

Développer le tourisme d'affaires



► En attente.

Décision 113

Revoir la politique d'accueil et des visas pour les touristes venant des pays émergents



► En attente.

Décision 114

Améliorer la formation et les parcours professionnels dans les services à la personne, et rendre plus attractives les conditions de travail



► En attente.

Décision 115

Fonder la représentativité patronale sur le principe « 1 entreprise – 1 voix »



- Le sujet n'est pas abordé dans la négociation actuelle sur la représentativité syndicale.
- Cependant, le scandale autour de l'UIMM pourrait rendre inévitable une réforme de la représentativité patronale.
- Le MEDEF a déclaré n'avoir plus « *aucune réticence* » à parler de la représentativité patronale, une fois bouclée la négociation sur celle syndicale.

Décision 116

Fonder la représentativité syndicale sur le seul critère de l'élection



- Les partenaires sociaux ont adopté une « position commune le 10 avril, après 3 mois de négociation.
- La représentativité syndicale sera fondée sur l'élection :
 - 10% des suffrages au niveau de l'entreprise
 - 8% à titre transitoire au niveau de la branche
 - 8% à titre transitoire au niveau national
- Xavier Bertrand doit proposer un projet de loi sur cette base

Décision 117

Actualiser les règles de financement afin d'introduire plus de transparence et un meilleur ciblage des différentes ressources des syndicats



- Les partenaires sociaux ont adopté une « position commune le 10 avril, après 3 mois de négociation.
- Le texte introduit une certification des comptes pour plus de transparence de financière. Une loi devrait être adoptée dans l'année.
- Par ailleurs, le texte insiste que la cotisation des adhérents doit représenter la partie principale des ressources des syndicats.

Décision 118

Promouvoir l'offre de services des syndicats pour accroître leur audience



► En attente.

Décision 119

Faire de la négociation collective le moyen privilégié de la transformation du droit du travail et des caractéristiques socio-économiques des entreprises



► En attente.

Décision 120

Organiser le principe majoritaire pour la validation des accords



- Les partenaires sociaux ont adopté une « position commune le 10 avril, après 3 mois de négociation.
- Si le texte n'installe pas le principe majoritaire « pur », il prévoit les conditions suivantes de validité d'un accord :
 - au moins 30% des suffrages exprimés
 - pas d'opposition de la part des organisations ayant reçu la majorité des suffrages

Décision 121

Expérimenter un espace de négociation légitime et efficace dans les PME



► En attente.

Décision 122

Etendre le modèle de l'alternance à tous les niveaux de formation



► En attente.

Décision 123

Développer les formations professionnalisantes à l'université



► En attente.

Décision 124

Inciter les partenaires sociaux à revaloriser la rémunération des apprentis



► En attente.

Décision 125

Relever d'ici 2012 la part de la taxe d'apprentissage réservée à la formation par alternance de 52 % à 70 %



► En attente.

Décision 126

Poursuivre la rationalisation de la collecte de la taxe d'apprentissage



► En attente.

Décision 127

Echanger les bonnes pratiques entre entreprises, notamment les stages encadrés par un tuteur et devant déboucher sur un CDI



► L'accord trouvé le 11 janvier entre les partenaires sociaux appelle toutes les branches professionnelles à rechercher, en privilégiant la négociation collective, « *tous les moyens permettant de favoriser l'embauche, prioritairement en CDI, des jeunes ayant accompli un stage* ».

Décision 128

Intégrer dans les critères de bonus-malus définis plus loin l'emploi des jeunes et des primo-accédants



► Le ministère du Travail doit présenter d'ici mai un projet de loi sur la « *conditionnalité des allègements de charges en fonction de la politique salariale des entreprises* ».

Décision 129

A compter de la rentrée 2008, permettre à tout étudiant de faire une année de stage validée dans son cursus avant le master



► En attente.

Décision 130

Encourager les jeunes à s'inscrire auprès du service public de l'emploi afin de bénéficier d'un accompagnement



► L'accord trouvé le 11 janvier entre les partenaires sociaux propose pour le nouveau service public de l'emploi :
- de faire bénéficier les jeunes sortant d'un travail d'une prestation spécifique (examen personnalisé, suivi)
- de verser une prime forfaitaire à tout moins de 25 ans involontairement privé d'emploi
► Une négociation débutant d'ici juillet devrait détailler ces propositions. Xavier Bertrand a présenté un projet de loi.

Décision 131

Ouvrir aux jeunes le contrat d'évolution défini plus loin



► En attente.

Décision 132

Mettre en place des écoles de la 2^{ème} chance, avec notamment du e-learning et des tuteurs recrutés parmi les seniors



- Le plan Espoir Banlieues de Fadela Amara, présenté le 8 février, doit généraliser les écoles de la 2^{ème} chance.
- Les objectifs, fixés pour 2012, sont notamment :
 - accueillir 15 à 20.000 jeunes (contre 4.000 aujourd'hui)
 - avoir 1 école par région et 1 site par département, contre 24 départements dotés aujourd'hui
- Le 11 avril, Bernard Laporte a présenté plusieurs propositions pour quadrupler ces écoles d'ici 2012

Décision 133

Permettre à chacun de retarder, s'il le désire, son départ à la retraite



- Une réforme du système de retraites est prévue pour l'année 2008. Une 1^{ère} phase de concertation a commencé le 28 mars, pour une durée de 2 mois.
- Selon Les Echos, le projet du gouvernement serait de supprimer tout plafond et tout délai au-delà de 65 ans, et d'assouplir fortement les règles entre 60 et 65 ans.
- Le cumul emploi-retraite serait également simplifié.

Décision 134

Lever toutes les interdictions de cumul emploi-retraite



- Une réforme du système de retraites est prévue pour l'année 2008. Une 1^{ère} phase de concertation a commencé le 28 mars, pour une durée de 2 mois.
- Selon Les Echos, le projet du gouvernement serait de supprimer tout plafond et tout délai au-delà de 65 ans, et d'assouplir fortement les règles entre 60 et 65 ans.
- Le cumul emploi-retraite serait également simplifié.

Décision 135

Limiter la possibilité de recours aux dispositifs de préretraite aux seules restructurations économiques



- Une réforme du système de retraites est prévue pour l'année 2008. Une 1^{ère} phase de concertation a commencé le 28 mars, pour une durée de 2 mois.
- Selon Les Echos, le projet du gouvernement serait de supprimer tout plafond et tout délai au-delà de 65 ans, et d'assouplir fortement les règles entre 60 et 65 ans.
- Le cumul emploi-retraite serait également simplifié.

Décision 136

Permettre aux entreprises de déroger à la durée légale du travail, à condition d'un accord de branche et d'un accord majoritaire de l'entreprise en ce sens



- Alain Tapie, chargé d'une mission sur les heures supplémentaires, a suggéré le 11 mars à Christine Lagarde une loi en ce sens : les entreprises pourraient déroger aux accords de branche sur les heures supplémentaires si elles recueillent l'accord des 2/3 de leurs salariés.
- Le 10 avril, les partenaires sociaux ont adopté une position commune qui prévoit de déroger au contingent d'heures supplémentaires en cas d'accord d'entreprise conclu à la majorité absolue

Décision 137

Autoriser plus largement le travail le dimanche



- La loi de modernisation de l'économie n'abordera pas cette question
- Par contre, un groupe de travail parlementaire prépare actuellement une proposition de loi, « *pour fin avril-début mai* » selon le député Richard Mallié.
- Le texte élargirait les possibilités d'ouverture du commerce alimentaire jusqu'à 13h, et faciliterait les dérogations pour les zones frontalières ou touristiques.

Décision 138

Instaurer des Fonds régionaux de sécurisation des parcours professionnels



- Le 3 avril, le Conseil d'orientation pour l'emploi doit rendre au Ministre de l'Economie un avis sur la réforme de la formation professionnelle.
- La réforme de la formation professionnelle devra débuter à l'occasion d'une conférence prévue fin mai.
- Laurence Parisot a annoncé mi-avril vouloir lancer un audit de la formation professionnelle, pour laquelle le MEDEF cotise à hauteur de 10Mds €.

Décision 139

Attacher à la personne le Droit individuel à la formation (DIF)



- L'accord trouvé le 11 janvier entre les partenaires sociaux constitue une avancée sur ce point.
- Il propose d'autoriser les personnes n'ayant plus d'activité à utiliser le solde du nombre d'heures acquises au titre du DIF lors de leur dernier travail.
- Xavier Bertrand a présenté son projet de loi le 26 mars.
- Des négociations par branche vont être ouvertes.

Décision 140

Former en priorité ceux qui ont une qualification initiale faible



- En attente.

Décision 141

Intéresser les agents du service public de l'emploi à leurs performances en matière de reclassement



- En attente.

Décision 142

Considérer la situation des chercheurs d'emploi comme une activité rémunérée sous forme d'un « contrat d'évolution », avec un accompagnement renforcé



- Le 17 avril, une conférence entre Bercy et les partenaires sociaux doit lancer la réforme de l'assurance-chômage prévue pour 2008.
- La fusion de l'ANPE et de l'Unedic, effective d'ici 2009, rend le contexte favorable à une refonte complète des prestations offertes par le service public de l'emploi.

Décision 143

Anticiper et négocier pour faire du licenciement économique un ultime recours



► En attente.

Décision 144

Aménager des indemnités chômage généreuses mais plafonnées, destinées en priorité aux plus modestes, et mettre en place un système de bonus-malus



► Le ministère du Travail doit présenter d'ici mai un projet de loi sur la « *conditionnalité des allègements de charges en fonction de la politique salariale des entreprises* ».

Décision 145

Créer un 3^{ème} mode de rupture du contrat du travail : la rupture à l'amiable



- L'accord du 11 janvier crée la rupture à l'amiable, avec :
 - droit aux allocations chômage
 - possibilité pour les parties d'être conseillées
 - possibilité de se rétracter sous 15 jours
 - homologation obligatoire des prud'hommes (préférés finalement au directeur départemental du travail)
- Xavier Bertrand a présenté son projet de loi le 26 mars.

Décision 146

Faire régulièrement bénéficier les fonctionnaires d'actions de formation en vue d'élargir la gamme et le niveau de leurs compétences



- Le Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, remis le 16 avril à Eric Woerth et André Santini, propose entre autres de renforcer la fonction ressources humaines dans les administrations.
- Le ministre de la Fonction publique Eric Woerth a promis la présentation d'un projet de loi « *d'ici à l'été* », tout en évoquant l'encombrement de l'agenda parlementaire.

Décision 147

Organiser la mobilité au sein des 3 fonctions publiques



- Un projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires a été présenté par M. Woerth en Conseil des Ministres le 8 avril.
- Il prévoit notamment :
 - un droit protégé à la mobilité, sous réserve d'un préavis de 3 mois
 - une aide aux fonctionnaires ayant un projet d'entreprise
 - des indemnités de mobilité pouvant aller jusqu'à 10.000€

Décision 148

Multiplier les passerelles afin de permettre des passages professionnels constants entre public et privé



- Un avant-projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires est préparé par Bercy.
- Déjà transmis aux syndicats, il doit être examiné le 18 mars par le Conseil supérieur de la fonction publique.
- Il prévoit notamment :
 - des aides à la mobilité pour les administrations
 - un dispositif de « *réorientation professionnelle* »

Décision 149

Prendre en charge très jeunes les enfants dans les « quartiers »



► En attente.

Décision 150

Développer l'accueil en « internat de réussite éducative »



- Le plan Espoir Banlieues de Fadela Amara, présenté le 8 février, prévoit la création d'au moins 4.000 nouvelles places d'ici 3 ans.
- Certaines créations de places seront cependant de simples requalifications de places déjà existantes.
- Aussi rien n'est dit sur la collaboration avec les associations, sur laquelle nous insistons.

Décision 151

Développer le tutorat des élèves de ZEP par des étudiants ou des enseignants retraités



► En attente.

Décision 152

Favoriser le recrutement de bacheliers issus de ZEP dans les classes préparatoires aux grandes écoles



► En attente.

Décision 153

Permettre l'installation d'établissements privés conventionnés dans les quartiers



- Les écoles parisiennes l'Ecole alsacienne et St-Louis-de-Gonzague, ainsi que le collège Stanislas, travaillent sur la création d'annexes de leurs établissements dans des quartiers difficiles.
- Au total, une dizaine de projets sont en cours sur la France, notamment à Marseille et à Lyon.
- Une cinquantaine de classes doivent ouvrir dès la rentrée 2008, en lien avec le plan Espoir banlieues.

Décision 154

Favoriser l'accès des jeunes issus de la diversité aux grandes écoles



► En attente.

Décision 155

Fournir aux habitants des quartiers les moyens de mettre au point un projet d'entreprise



- Le plan Espoir Banlieues de Fadela Amara, présenté le 8 février, s'est fixé pour objectif de soutenir la création de 20.000 entreprises en 4 ans.

Décision 156

Développer les sociétés de capital-risque et les fonds d'investissement en capital dans les micro-entreprises, en les incluant dans les déductions d'ISF



- En attente.

Décision 157

Faire réaliser par les administrations, les syndicats, les partis politiques et les établissements scolaires un bilan annuel de la diversité par âge, sexe et origine



- Pour la première fois en France, une entreprise, Vinci, a rendu public mi-avril un audit sur l'intégration des minorités dans ses rangs (femmes, seniors, handicapés, personnes issues de l'immigration).

Décision 158

Soutenir le développement de structures d'accueil et de formation à horaires élargis



- En attente.

Décision 159

Proposer dans les ZEP des locaux aux associations des habitants du quartier et à celles qui y interviennent



- En attente.

Décision 160

Prévoir que les surfaces collectives de RDC ne soient pas incluses dans le calcul du coefficient d'occupation des sols afin de promouvoir des espaces de vie



- En attente.

Décision 161

Favoriser le développement de la médiation sociale



► En attente.

Décision 162

Redéployer une police de proximité, assurant une sécurité réelle des quartiers tout en échangeant avec les jeunes



► En attente.

Décision 163

Imposer par quotas la diversité dans les élections municipales, régionales, nationales, européennes et syndicales



► En attente.

Décision 164

Autoriser l'Etat à se réapproprier le foncier disponible dans les communes ne respectant pas les exigences de la loi SRU sur le logement social



► En attente.

Décision 165

Accroître la hauteur autorisée des immeubles, tout en s'efforçant de préserver des espaces non construits, en particulier des espaces verts



► En attente.

Décision 166

Permettre aux promoteurs de réaliser directement les aménagements publics et les aménagements collectifs auxquels ils contribuent financièrement



► En attente.

Décision 167

Donner aux préfets le pouvoir de relever d'autorité le COS s'il est manifestement malthusien



► En attente.

Décision 168

Permettre une différenciation du COS selon le type de locaux : logements, bureaux, commerces, etc.



► En attente.

Décision 169

Assouplir les règles de changement d'affectation des locaux, de façon à faciliter la transformation de bureaux et commerces en logements



► En attente.

Décision 170

Regrouper à l'échelon intercommunal les compétences locales en matière d'urbanisme et d'habitat, notamment en vue de constituer des réserves foncières



► A l'occasion du 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques du 4 avril, le gouvernement a décidé de « réformer les outils de programmation de l'urbanisation (PLU, PLH) par exemple sous la forme d'une responsabilité des agglomérations ».

Décision 171

Elargir les opérations de construction à des opérateurs de statut privé, dans le cadre d'un appel à la concurrence et sur la base d'un cahier des charges précis



► En attente.

Décision 172

Promouvoir les Partenariats Public-Privé au moyen de conventionnements permettant à terme le retour des logements construits dans le parc libre



► En attente.

Décision 173

Simplifier et clarifier les mécanismes d'aide et de financement, tant pour la construction que pour l'entretien



- Christine Boutin a annoncé début mars la préparation d'un projet de loi de mobilisation pour le logement.
- Selon Le Monde, ce projet de loi, qui pourrait être examiné en juillet, prévoirait notamment :
 - de nouvelles réductions fiscales en faveur de l'investissement locatif privé
 - l'extension de la TVA à 5,5% pour soutenir l'accession sociale à la propriété

Décision 174

Distinguer complètement le système de financement de l'aide à la construction de celui des aides aux locataires



- En attente.

Décision 175

Créer sur internet une Bourse du logement social



- En attente.

Décision 176

Supprimer totalement les Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) liés à l'achat ou la vente d'un bien immobilier inférieur à 500.000 €



- Selon le Figaro Economie du 20 février, « Bercy n'a pas encore relevé cette suggestion et personne ne s'est apparemment risqué à calculer le montant à compenser dans les finances locales ».

Décision 177

Réduire les frais d'agence en introduisant davantage de concurrence et en adaptant la réglementation correspondante



- En attente.

Décision 178

Accorder aux salariées qui déménagent une prime de mobilité égale à 6 mois du dernier salaire



- En attente.

Décision 179

Raccourcir les délais légaux entourant le régime des expulsions



- ▶ Christine Boutin a annoncé début mars la préparation d'un projet de loi de mobilisation pour le logement.
- ▶ Selon Le Monde, ce projet de loi pourrait être examiné en juillet.
- ▶ Il prévoirait une révision du régime des expulsions.

Décision 180

Limiter les pouvoirs d'appréciation discrétionnaire du juge en matière de délais de grâce et de paiement aux cas les plus précaires



- ▶ En attente.

Décision 181

Encadrer plus strictement le pouvoir d'appréciation discrétionnaire du préfet



- ▶ En attente.

Décision 182

Réduire le dépôt de garantie à 1 mois de loyer, raccourcir son délai de restitution à 8 jours et en confier la garde à une partie tierce au contrat de bail



- ▶ La loi du 8 janvier 2008 sur le pouvoir d'achat a fait passer le dépôt de garantie de 2 à 1 mois de loyer.
- ▶ Par contre, le délai de restitution demeure à 2 mois maximum après la restitution des clés par le locataire.

Décision 183

Assouplir les conditions de résolution extrajudiciaire des contentieux à travers des modes de règlement à l'amiable



- ▶ En attente.

Décision 184

Vendre une partie du parc HLM à ses occupants



- ▶ Christine Boutin a annoncé début mars la préparation d'un projet de loi de mobilisation pour le logement, qui serait examiné cet été.

Décision 185

Permettre aux locataires de capitaliser 25% des loyers versés pendant 10 ans au moment de l'achat de leur logement HLM



► En attente.

Décision 186

Permettre à tous les retraités proches du minimum vieillesse de jouir de l'usufruit d'un logement social adapté à leurs besoins



► En attente.

Décision 187

Créer une Autorité de la concurrence unique et indépendante, seule chargée du contrôle concurrentiel des opérations de concentration



- La future loi de modernisation économique instituera une Haute Autorité de la concurrence aux « *pouvoirs accrus* », selon les termes de François Fillon.
- La loi sera examinée en mai.
- Le sujet serait cependant renvoyé à une ordonnance à prendre dans un délai de 8 mois à partir de la publication de la loi.

Décision 188

Accroître l'efficacité de la procédure d'investigation antitrust en intégrant les enquêteurs au sein de l'Autorité de la concurrence



- La future loi de modernisation économique instituera une Haute Autorité de la concurrence aux « *pouvoirs accrus* », selon les termes de François Fillon.
- La loi sera examinée en mai.
- Le sujet serait cependant renvoyé à une ordonnance à prendre dans un délai de 8 mois à partir de la publication de la loi.

Décision 189

Autoriser l'Autorité de la concurrence à donner sur sa propre initiative des avis sur les effets concurrentiels de mesures législatives et administratives



- La future loi de modernisation économique instituera une Haute Autorité de la concurrence aux « *pouvoirs accrus* », selon les termes de François Fillon.
- La loi sera examinée en mai.
- Le sujet serait cependant renvoyé à une ordonnance à prendre dans un délai de 8 mois à partir de la publication de la loi.

Décision 190

Permettre à l'Autorité de la concurrence de se concentrer sur les dossiers les plus importants



- La future loi de modernisation économique instituera une Haute Autorité de la concurrence aux « *pouvoirs accrus* », selon les termes de François Fillon.
- La loi sera examinée en mai.
- Le sujet serait cependant renvoyé à une ordonnance à prendre dans un délai de 8 mois à partir de la publication de la loi.

Décision 191

Introduire les actions de groupe



- Le rapport Coulon sur la dépénalisation de la vie des affaires, remis le 20 février au Garde des Sceaux, a repris cette décision.
- Rachida Dati a déclaré ne pas y être hostile, « à condition d'avoir d'abord réformé l'environnement juridique des entreprises, car il ne faudrait pas que l'action de groupe déstabilise la vie économique. »

Décision 192

Permettre aux élus de mieux utiliser les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les Plan locaux d'urbanisme (PLU)



- En attente.

Décision 193

Intégrer dans les PLU des obligations de diversité commerciale en faveur du commerce de détail ou de proximité



- En attente.

Décision 194

Concéder aux commerçants isolés la gestion de certains services publics de proximité



- En attente.

Décision 195

Permettre aux communes et agglomérations d'opérer un « remembrement commercial » en faveur du commerce de détail



- En attente.

Décision 196

Augmenter et déconcentrer les aides allouées au commerce de proximité



- L'article 26 de la future loi de modernisation de l'économie prévoit diverses corrections pour la TACA (Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat), notamment sur l'assiette, les tranches d'imposition et le taux.
- Par ailleurs, l'action du FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) sera renforcée grâce à une réorientation de ses interventions (en milieu rural et dans les quartiers prioritaires).

Décision 197

Obliger les grands distributeurs à payer leurs fournisseurs indépendants (moins de 250 salariés) sous 30 jours maximum après la livraison



► En attente.

Décision 198

Promouvoir l'image et la qualité des fournisseurs indépendants



► En attente.

Décision 199

Créer au niveau régional une instance arbitrale entre les distributeurs et les fournisseurs indépendants



► En attente.

Décision 200

Obliger les enseignes de grande distribution à publier dans leur rapport annuel la part de leurs achats provenant de fournisseurs indépendants



► En attente.

Décision 201

Encourager et faciliter la constitution d'Organisations économiques de producteurs (OEP), dans le respect des règles de la concurrence



► En attente.

Décision 202

Instaurer la liberté tarifaire



- La future loi de modernisation de l'économie prévoit de lever l'interdiction de discrimination tarifaire.
- La notion de « déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties » remplace celle « d'abus de la relation de dépendance ».
- Les sanctions prévues en cas de pratiques anticoncurrentielles seront renforcées.

Décision 203

Lever l'interdiction dite de « revente à perte »



- ▶ La loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence a assoupli l'interdiction de revente à perte.
- ▶ Le régime est maintenant celui du « triple net » : doivent être intégrées dans le calcul du seuil de revente à perte les prestations facturées par le distributeur à ses fournisseurs.
- ▶ La future LME prévoit des dispositions supplémentaires pour la pratique de soldes, avec 2 semaines libres.

Décision 204

Abroger les dispositifs du code du commerce qui font obstacles à la libre négociation de conditions commerciales entre fournisseurs et distributeurs



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit d'assouplir la négociabilité des conditions générales de vente : un fournisseur pourra établir, d'une part, des conditions générales de vente catégorielles, et d'autre part, des conditions particulières de vente.

Décision 205

Mettre fin aux lois Royer-Raffarin et supprimer les procédures d'autorisation actuelles gérées par les CDEC



- ▶ La prochaine loi de modernisation de l'économie prévoit un assouplissement des règles d'urbanisme commercial :
 - le seuil de notification serait relevé de 300 à 1000m²
 - les délais d'examen seraient divisés par 2
 - les secteurs de l'hôtellerie, des stations service et des concessions automobiles seront exemptés du dispositif
- ▶ La procédure collégiale avec les élus est maintenue.

Décision 206

Abaissé les seuils de notification *ex ante* des opérations de concentration touchant le secteur de la distribution et du commerce de détail



- ▶ En attente.

Décision 207

Instaurer un contrôle *ex post* grâce au renforcement de l'article L. 430-9 du code du commerce



- ▶ Selon le Figaro, la prochaine loi de modernisation de l'économie suit sur la distribution une philosophie qui vise :
 - d'un côté, à réduire les réglementations dissuadant l'esprit d'entreprise,
 - de l'autre, à « à renforcer les pouvoirs de contrôle *a posteriori* afin de prévenir tout abus ».

Décision 208

Supprimer toute réglementation limitant le nombre et la localisation de nouveaux hôtels, cafés, restaurants, cinémas et stations-service.



- ▶ La future loi de modernisation de l'économie prévoit de maintenir les orientations générales en matière d'implantation des cinémas.
- ▶ Une autorisation de la CDEC sera requise pour les cinémas de plus de 300 places sur des critères d'impact sur l'environnement et de diversité cinématographique.

Décision 209

Supprimer l'exigence du brevet professionnel pour ouvrir un salon de coiffure et lui substituer un CAP ou 5 années d'expérience



► En attente.

Décision 210

Développer les taxis de Voitures de petite remise et autres offres spécialisées dans le marché du transport urbain



► En attente.

Décision 211

Augmenter le nombre de taxis



- Le 4 avril, Michèle Alliot-Marie a annoncé vouloir octroyer 4000 nouvelles licences sur Paris « *en l'espace de quelques années* ».
- Elle envisage également la création d'une voie dédiée pour le trajet Paris-Roissy.

Décision 212

Ouvrir les conditions d'exercice des activités de pharmacie



- Lors de la remise du rapport, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il ne reprendrait pas cette mesure.

Décision 213

Supprimer totalement les avoués près les Cours d'appel



► En attente.

Décision 214

Supprimer le numerus clausus pour les mandataires des procédures collectives



► En attente.

Décision 215

Supprimer le numerus clausus pour les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation



► En attente.

Décision 216

Ouvrir largement l'accès aux professions juridiques délégataires d'une mission de service public



► En attente.

Décision 217

Adapter les conditions d'exercice pour les avocats, les experts-comptables et les commissaires aux comptes



► En attente.

Décision 218

Proposer à nos partenaires européens de multiplier par 10 le nombre de bénéficiaires du programme Erasmus et étendre celui-ci



► En attente.

Décision 219

Etendre les bourses de l'enseignement supérieur ainsi que l'offre de formation qualifiante aux futurs pays de l'Union méditerranéenne



► En attente.

Décision 220

Créer, au sein des universités de ces pays, des départements communs à un pays du Nord et un pays du Sud



► En attente.

Décision 221

Accueillir davantage d'étudiants étrangers en scolarité payante



► En attente.

Décision 222

Accueillir plus de travailleurs étrangers



► En attente.

Décision 223

Simplifier les délivrances d'autorisation de travail pour les travailleurs étrangers



- Selon le Figaro, la prochaine loi de modernisation de l'économie prévoira une nouvelle carte de résidents pour les étrangers contribuant « *de façon remarquable au développement économique de la France* ».
- Il s'agirait, par un traitement personnalisé, de permettre aux travailleurs étrangers qui viennent régulièrement en France d'avoir une carte pour plusieurs années.

Décision 224

Supprimer dans la Constitution la distinction entre PLF et PLFSS



► En attente.

Décision 225

Définir sur ce périmètre une norme de dépense sur 3 ans à la place d'un solde budgétaire annuel



- Dans le cadre des décisions prises par la RGPP, une circulaire du Premier Ministre du 11 février a annoncé le lancement d'un budget pluriannuel défini sur 3 ans.
- A la fin du 1^{er} semestre 2008, les ministres connaîtront ainsi les moyens mis à leur disposition sur les 3 années suivantes, à la fois en crédits et en effectifs.

Décision 226

Interdire l'endettement pour les opérateurs publics afin de limiter les risques de déport et imposer une présentation consolidée systématique des dépenses



► En attente.

Décision 227

Définir des crédits limitatifs pour l'assurance-maladie



► En attente.

Décision 228

Evaluer les services de l'Etat (école, université, hôpital, administration) et rendre publique cette évaluation à laquelle devront participer les usagers



► En attente.

Décision 229

Faire évaluer tout agent direct ou indirect d'un service public par ses supérieurs mais aussi par les usagers



► En attente.

Décision 230

Procéder à une évaluation approfondie de l'efficacité des dépenses fiscales et sociales dont le montant dépasse un certain seuil



► En attente.

Décision 231

Faire évaluer *ex ante* et *ex post* tout projet de loi et de règlement, ainsi que les principaux textes communautaires



► En attente.

Décision 232

Créer un Comité pour une meilleure gouvernance chargé de publier chaque trimestre des propositions sur les simplifications normatives opportunes



► En attente.

Décision 233

Charger ce Comité de procéder au réexamen de toutes les lois antérieures à 1970, au vu des difficultés éventuelles qu'elles posent aujourd'hui



► En attente.

Décision 234

Informers chaque mois le Parlement de la mise en œuvre des textes votés



► En attente.

Décision 235

Codifier la procédure consultative pour l'unifier et la simplifier



► En attente.

Décision 236

Publier immédiatement les décrets, dont le projet aura été soumis à consultation, en même temps que le projet de loi



► En attente.

Décision 237

Mieux connaître les intérêts économiques, sociaux et financiers du pays avant toute négociation européenne



► En attente.

Décision 238

Transposer toute directive européenne dans les plus brefs délais, sans aucune exception



► En attente.

Décision 239

Rattacher à Matignon, outre un SGG renforcé en juristes et légistes, un ministre d'Etat en charge d'un Office du budget



► En attente.

Décision 240

Limiter par une loi organique le nombre de ministres



► En attente.

Décision 241

Prévoir pour chaque ministère un directeur juridique, un directeur des affaires européennes, un DRH et des directeurs de projet



► En attente.

Décision 242

Exiger des services de l'Etat qu'ils répondent de manière systématique, rapide et formelle à toute question de droit posée par un administré



► La future loi de modernisation de l'économie prévoit d'étendre le champ du rescrit social aux travailleurs indépendants.

Décision 243

Regrouper les autorisations requises pour les activités et les démarches des entreprises et des ménages en une seule administration ou collectivité publique



- La DGI (impôts) et la DGCP (Trésor Public) ont fusionné début avril en une seule direction, la Direction Générale des Finances Publiques.
- Le 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques (CMPP), qui s'est tenu le 4 avril, a également annoncé la création d'un dossier unique dématérialisé pour la création d'entreprise.

Décision 244

Réorganiser la gestion des projets



► En attente.

Décision 245

Accélérer la dématérialisation des procédures



- Le 4 avril, pour le 2nd CMPP, le gouvernement a annoncé :
 - la généralisation de la déclaration et du paiement en ligne de l'impôt sur le revenu, avant d'élargir le dispositif à la taxe d'habitation et à la taxe foncière
 - la création d'un dossier unique en ligne pour la création d'entreprise
 - la dématérialisation de la procédure de cession de véhicules entre particuliers

Décision 246

Lancer 10 nouveaux programmes majeurs d'e-administration, pour une économie annuel de 15 milliards d'euros



- Le 4 avril, pour le 2nd CMPP, le gouvernement a annoncé :
 - la généralisation de la déclaration et du paiement en ligne de l'impôt sur le revenu, avant d'élargir le dispositif à la taxe d'habitation et à la taxe foncière
 - la création d'un dossier unique en ligne pour la création d'entreprise
 - la dématérialisation de la procédure de cession de véhicules entre particuliers

Décision 247

Réformer les grands corps de l'Etat



- Le Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, remis le 16 avril à Eric Woerth et André Santini, propose de remplacer les 700 corps de fonctionnaires par une cinquantaine de familles de métiers.

Décision 248

Développer les agences pour remplir les missions opérationnelles de prestations de service



- En attente.

Décision 249

Compenser la création de tout nouvel organisme par des réductions d'effectifs proportionnées, et attribuer une durée de vie limitée reconductible sur preuve



- En attente.

Décision 250

Procéder au réexamen systématique des crédits budgétaires en matière d'aide aux entreprises, à l'emploi et au logement au regard de la RGPP



- En attente.

Décision 251

Fermer les services déconcentrés dont les missions ont été décentralisés, afin de mettre au fin aux doublons de compétences



► En attente.

Décision 252

Utiliser les gains de productivité définis plus haut pour mettre en œuvre le non-remplacement de 2 fonctionnaires sur 3



► En attente.

Décision 253

Permettre progressivement aux employeurs publics de fixer les conditions de rémunération de leurs agents et développer la promotion au choix



► En attente.

Décision 254

Moderniser les modes de rémunération publics en mettant en place des primes liées à la performance (collective et individuelle) des agents



► En attente.

Décision 255

Consacrer le tiers des économies faites à travers les gains de productivité à l'augmentation des rémunérations des fonctionnaires



► En attente.

Décision 256

Assurer aux responsables des agences la liberté de choix entre les 2 modes de recrutement, sans remettre en cause le statut des personnels en place



► En attente.

Décision 257

Instituer dans toute la fonction publique une gestion managériale dynamique et flexible des personnels



► En attente.

Décision 258

Renforcer les régions



► Le 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques, qui s'est tenu le 4 avril, a annoncé le transfert aux régions des dispositifs « *en faveur de la diffusion technologique* ».

Décision 259

Transformer les intercommunalités en « agglomérations », entités de niveau constitutionnel



► En attente.

Décision 260

Faire disparaître en 10 ans l'échelon départemental



- Lors de la remise du rapport, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il ne reprendrait pas cette mesure.
- La RGPP envisage tout de même de mutualiser les moyens régionaux et départementaux, rapprochant ainsi les 2 échelons.
- Aussi, le rapport Lambert de décembre 2007 préconise la fin de la clause générale de compétence des départements.

Décision 261

Clarifier les prérogatives de chaque collectivité publique



- Une conférence nationale des exécutifs locaux, qui doit lancer cette réforme, est prévue.
- Sa date n'a pas encore été fixée.

Décision 262

Maintenir la dotation globale de fonctionnement en volume, et la moduler en fonction des résultats des intercommunalités



► En attente.

Décision 263

Privilégier l'autonomie budgétaire plutôt que l'autonomie fiscale pour inciter les électeurs à mieux contrôler les dépenses des collectivités locales



- Une action d'autant plus urgente que les dépenses des collectivités locales ont dépassé les 200 Mds € en 2007 (+6,9%).
- Entre 2006 et 2007, les dépenses de personnel ont connu une hausse de 9,2%.

Décision 264

Définir un objectif de croissance pour les dépenses des locales et prendre en compte le respect des objectifs fixés de la répartition des dotations de l'Etat



- En attente.

Décision 265

Développer des indicateurs de performance des services publics locaux



- En attente.

Décision 266

Etablir et rendre publics des coûts standards moyens, par type de collectivité locale et par fonction, pour mettre en évidence les gaspillages



- En attente.

Décision 267

Désindexer l'ensemble des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales pour en assurer une maîtrise et une allocation plus efficace



- En attente.

Décision 268

Conditionner les prestations familiales aux revenus des ménages



- Le président comme la majorité se sont publiquement exprimés contre cette décision.

Décision 269

Moduler la franchise médicale en fonction du revenu



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 270

Renforcer l'action du comité d'alerte de l'assurance maladie en fixant ses réunions à dates fixes et en confirmant l'indépendance de ses membres



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 271

Clarifier le rôle des administrateurs (gestion) et des partenaires sociaux (stratégie, surveillance) dans les directions des caisses de sécurité sociale



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 272

Généraliser les Agences régionales de la santé (ARS)



- Le 4 avril, le 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques a annoncé le déploiement des ARS.
- Leur périmètre de compétence a été voulu large, les ARS ayant vocation à gérer la médecine libérale, les hôpitaux, le secteur médico-social (personnes âgées et handicapées) et une partie de la prévention et de la veille sanitaire.
- Un projet de loi est prévu pour l'été.

Décision 273

Organiser une gestion régionale de la carte sanitaire



- Gérard Larcher rendra en avril un rapport sur « les missions de l'hôpital », en préparation d'une refonte de la carte hospitalière.
- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* » est prévu pour l'été.

Décision 274

Mesurer l'efficacité et la qualité du système de soins



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 275

Permettre aux hôpitaux publics d'opter pour un statut équivalent à celui des hôpitaux privés à but non lucratif



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 276

Ouvrir le recrutement des directeurs d'hôpitaux publics à des cadres, entrepreneurs ou médecins des secteurs publics et privés



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 277

Modifier la formation de l'ENSP, exagérément axée sur des formations juridiques et inadaptée aux exigences modernes de management



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 278

Accroître la responsabilité des directeurs d'hôpitaux et leur donner les moyens de l'exercer



- La mission Larcher rendra son rapport sur la réforme de l'hôpital en avril.
- Il doit proposer, comme nous le demandons :
 - de transformer le conseil d'administration en conseil de surveillance
 - de compléter le dispositif par un directoire
- Un projet de loi est prévu pour l'été.

Décision 279

Dresser un cadre et un projet pour les centres hospitaliers universitaires en leur accordant un statut et une personnalité juridiques propres



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 280

Autoriser les assureurs de complémentaire santé à diffuser une information tarifaire nominative des professionnels de santé



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 281

Libéraliser les prix des médicaments à prescription médicale facultative (PMF), libérer les restrictions sur la publicité et imposer un affichage clair des prix



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 282

Permettre l'établissement de devis forfaitaires pour l'accueil des patients étrangers



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 283

Améliorer les prestations hôtelières des hôpitaux



- Un projet de loi « *pour l'accès aux soins* », portant sur la médecine générale, les ARS, l'hôpital et la santé publique est prévu pour l'été.

Décision 284

Confier aux organismes parapublics des missions clairement définies



- En attente.

Décision 285

Tous les organismes bénéficiant de prélèvements publics doivent pouvoir être évalués et audités



- En attente.

Décision 286

Inciter à la fusion d'organismes d'HLM



- A l'occasion du 2nd Conseil de Modernisation des Politiques Publiques, le gouvernement a décidé la « *mutualisation de ressources financières d'organismes HLM* », afin d'assurer « *une solidarité entre les organismes ayant des moyens importants et pas de demande adressée, et ceux qui ont des moyens faibles et une forte demande* ».

Décision 287

Mettre en place un cahier des charges dont le respect par les organismes HLM conditionnera l'agrément et donc le financement



► En attente.

Décision 288

Soumettre les bailleurs sociaux à des objectifs de construction et de gestion clairement définis assortis de sanctions effectives



► En attente.

Décision 289

Imposer que les organismes HLM soient au moins de niveau intercommunal et fusionner tous les offices communaux ou infracommunaux



► En attente.

Décision 290

Dissoudre les organismes qui gèrent moins de 1500 logements et ont construit moins de 500 logements au cours des 10 dernières années



► En attente.

Décision 291

Retirer tout privilège fiscal, ainsi que les facilités de financement prévues par la CDC, à tout organisme HLM ne respectant pas ses obligations publiques



► En attente.

Décision 292

Déconventionner et supprimer le financement spécifique des organismes HLM n'ayant pas rénové, construit ou vendu plus de 5 % de leur parc par an



► En attente.

Décision 293

Clarifier le mode de détermination des charges locatives en introduisant une plus grande transparence dans leur calcul, avec audit externe obligatoire



► En attente.

Décision 294

Permettre aux sociétés HLM de réévaluer leurs bilans par la cession de logements ou le déconventionnement, en s'engageant sur des constructions



► En attente.

Décision 295

Promouvoir l'implication d'opérateurs privés tant dans la construction que dans la gestion de logements socialement mixtes



► En attente.

Décision 296

Rebudgétiser le 1% logement, regrouper les organismes collecteurs en 5 organismes et en faire des organismes constructeurs



- Christine Boutin doit présenter un projet de loi sur le logement, pour examen probable en juillet : le texte viserait notamment à « *amener de la clarté dans la gouvernance du 1%* ». La ministre n'exclut pas « *l'instauration d'un contrôle parlementaire* ».
- Nicolas Sarkozy a appelé début avril à une réforme des fonds du « 1% » dans le cadre de la RGPP.
- Laurence Parisot a décidé mi-avril de lancer un audit.

Décision 297

Réduire de 175 à une cinquantaine le nombre de chambres de commerce et d'industrie (CCI)



- Le 19 février, une réunion des présidents de CCI relançait la réforme engagée en 2002 en ce sens.
- Le nombre de chambres locales est déjà passé de 161 en 2002 à 148 début 2008.
- A l'occasion du renouvellement quinquennal des présidences en octobre 2009, le nombre de chambres devrait encore être réduit à 130.

Décision 298

Regrouper les tribunaux de commerce, aujourd'hui au nombre de 191, et introduire des magistrats professionnels auprès des juges bénévoles



► En attente.

Décision 299

Fusionner la part salariale et la part patronale des cotisations sociales



► En attente.

Décision 300

Accentuer les allègements de charge, en exonérant totalement les ex-cotisations sociales employeur au niveau du SMIC pour toutes les entreprises



- Une Revue Générale des Prélèvements Obligatoires est prévue à partir de début avril, sous l'égide de Bercy.
- Un des objectifs est d'améliorer la compétitivité fiscale en mettant à plat les taux et les assiettes des impôts, surtout ceux des entreprises.

Décision 301

Rationaliser les dispositifs actuels et veiller à ce que chaque heure travaillée procure un bénéfice effectif par rapport à une situation d'inactivité



- Martin Hirsch présentait fin février son Revenu de Solidarité Active : celui-ci est destiné à remplacer le RMI, l'API (parent isolé) et la PPE (prime pour l'emploi).
- S'appliquant jusqu'à 1,3 SMIC, il permet que toute heure travaillée se traduise par une amélioration de ressources.
- Soumis à expérimentation, il doit être présenté au Parlement à l'automne. Sa généralisation, prévue pour fin 2008, est à confirmer vu les faibles marges budgétaires.

Décision 302

Restructurer l'ensemble des niches de l'impôt sur le revenu, limiter leur coût total à 10 % de l'impôt et ne garder que les plus productives pour la croissance



- Une Revue Générale des Prélèvements Obligatoires est prévue pour le printemps sous l'égide de Bercy.
- Parmi les options déjà évoquées, le « *plafonnement des niches fiscales* ».
- Christine Lagarde doit remettre début mai au Parlement un rapport qui fera l'examen des niches fiscales, et évaluera l'opportunité d'en supprimer ou d'en plafonner.

Décision 303

Doubler le crédit impôt pour favoriser le maintien à domicile des dépenses consacrées à l'emploi de personnes assistant des personnes dépendantes



► En attente.

Décision 304

Mettre en place la retenue à la source



► En attente.

Décision 305

Réorienter massivement le régime fiscal de l'assurance-vie et du PEA vers l'épargne longue investie en actions



► En attente.

Décision 306

Ajuster la réglementation prudentielle de l'assurance



► En attente.

Décision 307

Faire ressortir clairement le poids de la fiscalité sur les entreprises



► En attente.

Décision 308

Modifier l'article 72-2 de la Constitution pour supprimer les ratios d'autonomie financière, financer les ressources propres sur le partage des impôts nationaux



► En attente.

Décision 309

Accroître la lisibilité des positions de l'Autorité des marchés financiers (AMF), notamment en développant le rescrit



► En attente.

Décision 310

Adopter une pratique souple dans l'application de l'accord Solvabilité 2



► En attente.

Décision 311

Renforcer les règles de gouvernance d'entreprise dans le sens d'une plus grande transparence



► En attente.

Décision 312

Etendre les dispositifs d'épargne salariale dans les PME en rendant la participation obligatoire à 20 salariés



- La future loi de modernisation de l'économie prévoit de généraliser à toutes les banques la possibilité de distribuer le livret A.
- Un observatoire sera mis en place pour suivre cette réforme.

Décision 313

Permettre aux règlements négociés des Perco de prévoir une adhésion collective automatique avec une clause d'*opting out*



► En attente.

Décision 314

Créer un crédit d'impôt pour les sommes investies par les moins de 45 ans dans un Perco



► En attente.

Décision 315

Créer une Agence de veille et d'orientation industrielle



► En attente.

Décision 316

Renforcer l'Agence des participations de l'Etat



► En attente.